



Face aux licenciements et à l'arbitraire patronal : construisons la résistance

Artus à Avrillé, Paulstra à Segré, Schneider à Saumur, Buscher Vaslin à Chalonnes-sur-Loire, plusieurs magasins de l'Atoll de Beaucozé ... Les annonces de licenciements s'accroissent depuis quelques semaines. Le chantage à l'emploi va bon train lui aussi, dégradant les conditions de travail de celles et ceux qui ont encore un boulot, comme à Valéo à Angers où la direction tente d'imposer un accord de performance collective. Malgré les difficultés à s'organiser pour répondre à toutes ces attaques, nous n'avons d'autres choix que de compter uniquement sur nos luttes pour faire reculer ceux d'en face.

C'est nous qui travaillons et produisons, alors c'est nous qui devons décider ! Réduisons le temps de travail à 32h sans perte de salaire pour créer de l'emploi, et disposons d'un droit de veto sur les licenciements.

Défendons nos intérêts de classe coup par coup, jusqu'à trouver le point de rupture avec ce système capitaliste qui nous emmène droit au désastre social et écologique.

À Angers, avant la vague de froid, opération expulsions !

Le 16 octobre, la Justice a ordonné l'expulsion du bâtiment réquisitionné par le Collectif de la Grande Ourse où vivent actuellement une trentaine de personnes. Ce jugement intervient après une semaine d'expulsions des plus fournie. La Préfecture a expulsé deux bâtiments occupés par une dizaine d'habitant-e-s, ainsi qu'un camp de gens du voyage où vivait plus de 60 personnes. Angers ne cesse de voir la crise du logement se développer, au détriment des populations les plus précaires, déjà fragilisées par la crise de la COVID : étudiant-e-s, salarié-e-s, précaires ...

La seule réponse de la Préfecture est de remettre à la rue ces personnes, alors que le 115 est déjà saturé. La ville continue sa politique de gentrification censée « accroître son activité », à destination des classes les plus aisées, reléguant les populations qu'elle ne souhaite plus voir à la périphérie.

À l'usine Paulstra de Segré, 86 emplois menacés

À Segré, l'usine Paulstra du groupe Hutchinson est menacée par un accord visant à supprimer 86 emplois. Le groupe Hutchinson, comme bien d'autres, compte profiter de la crise du covid-19 pour licencier plus de 800 salarié.es dans ses usines françaises, malgré les milliards de bénéfices réalisés depuis des années, les aides de l'État acquises, et le refus du chômage partiel pour pouvoir continuer à verser des dividendes aux actionnaires ... Au niveau des syndicats, seule la CGT refuse heureusement cet accord et défend un accord alternatif qui permettrait aux salarié.es qui veulent partir de le faire sans nuire aux salarié.es qui veulent rester et qui assurerait le maintien de l'activité sur le long terme. Pour gagner, pas de secret il faudra passer par la lutte et le rapport de force. Allant dans ce sens, un premier débrayage appelé par la CGT a eu lieu à Paulstra comme dans d'autres usines du groupe à l'occasion de la journée d'action nationale du 17 septembre.



Toujours plus de précarité dans l'éducation nationale

Mardi 6 octobre, à la bourse du travail d'Angers, une réunion d'information syndicale a réuni une quinzaine d'AESH (Accompagnant-e-s d'Élèves en Situation de Handicap) et 3 profs (qui représentaient SUD, la CGT et la FSU). Une occasion de faire le point suite à la mise en place des PIAL (Pôle Inclusif d'Accompagnement Local) suite à la réforme Blanquer. Parmi les choses qui en sont ressorties : des chef-fe-s de collèges qui ne savent pas comment gérer les PIAL et donc des écarts de fonctionnement et de traitement des personnels incroyables ; des collègues changé-e-s de PIAL sans concertation, les obligeant à faire de nombreux kms en plus ; des coordinateur-ric-es de PIAL qui sont des AESH ayant reçu une formation mais pour qui les conditions de travail et d'indemnités restent floues ; beaucoup de collègues qui restent bloqué-e-s à 24h malgré l'annonce de l'augmentation du temps de travail à 30h ; des AESH qui ont enfin accès au PAF (Plan Académique de Formation) mais avec seulement 30 places de dispo sur toute l'académie ...

Pour l'accès à l'IVG et la liberté des femmes à disposer de leurs corps

Jeudi 8 octobre, une proposition de loi tendant à renforcer le droit à l'avortement a été en partie adoptée à l'Assemblée Nationale. Cette proposition de loi a notamment pour objet d'allonger de 2 semaines le délai de recours à l'IVG, ce qui permettrait à de nombreuses femmes à ne pas avoir à aller avorter à l'étranger à cause des délais actuels trop courts en France. Elle a aussi pour objet de supprimer la double clause de conscience qui permet aujourd'hui à de nombreux médecins de refuser de pratiquer un IVG et donc de priver les femmes de leur liberté de choisir et de disposer de leur corps. Malgré les avancées que permettraient cette loi, le gouvernement a montré de nombreux signes de réticences alors même qu'il y a 3 ans il rendait hommage à Simone Veil et à sa loi sur l'IVG de 1975, ce qui montre bien son hypocrisie. Rappelons qu'en France, 130 établissements de santé pratiquant l'IVG ont fermé ces 10 dernières années et que le manque de moyens et de personnels participe à rendre le droit à l'IVG peu accessible et très difficile. On le constatait aussi l'année dernière dans notre département avec une baisse de subventions de 20.000 euros au Planning Familial du Maine-et-Loire (ucl49.fermeasites.net/spip.php?article28).

Affaire Vincenzo : solidarité contre la répression

L'audience de Vincenzo Vecchi, militant anticapitaliste italien, a eu lieu vendredi 2 octobre à Angers. Condamné à plus de 12 ans de prison en Italie pour avoir simplement participé à des manifestations contre le G8 de Gênes en 2001, Vincenzo s'était réfugié en France avant de se faire arrêté sous le coup d'un mandat d'arrêt européen. La justice française doit décider de son extradition ou non vers l'Italie. Il peut heureusement compter sur des comités de soutien montés à Angers et à Rochefort-en-Terre (où il vit depuis 8 ans). Le 2 octobre à Angers, plusieurs centaines de personnes étaient présentes devant le tribunal pour montrer leur soutien à Vincenzo et leur solidarité face à la répression. (plus d'infos sur la page facebook « Soutien Vincenzo Angers »)

La peste brune tente d'occuper le terrain

Loin de l'image d'Épinal d'une ville où il fait bon vivre, la ville d'Angers voit se développer un groupe d'extrême droite particulièrement dangereux, l'Alvarium. Les membres de ce groupe ont pu ouvrir un « squat » destiné à loger des « français de souche ». La décision de justice du 28 septembre dernier qui a ordonné leur expulsion ne saurait masquer le fait qu'à Angers, les fachos sont devenus un danger permanent. L'Alvarium est ainsi un carrefour pour les militants fascistes du Grand-Ouest et au-delà. L'Alvarium a ainsi organisé l'été dernier l'université d'Academia Christiana dans une école privée sous contrat du ségréen⁽¹⁾. Ce groupe néofasciste tente de modifier les modes d'action qui étaient historiquement ceux de cette mouvance, en essayant de faire du « social », comprendre venir en aide aux « vrais français ». Mais derrière ce vernis social, ils n'ont pas oublié les bonnes vieilles pratiques de leur courant politique en pratiquant régulièrement le coup de poing contre celles et ceux qui s'opposent à eux. Certains passeront en procès très prochainement pour faits de violence, et cela n'est ni la première ni la dernière fois... Face à l'implantation croissante des fachos sur notre ville, les mobilisations antifascistes de ces dernières semaines à l'appel du Raaf (Réseau angevin antifasciste) continuent de réunir plusieurs centaines de personnes dans les rues d'Angers, alors même que la présence policière disproportionnée pourrait en dissuader plus d'un.e.

(1) raaf.noblogs.org/post/2020/09/23/luniversite-dete-dacademia-christiana-a-notre-dame-dorveau-la-boucle-est-bouclée/

Site fédéral de l'Union communiste libertaire : unioncommunistelibertaire.org

Site de l'Union communiste libertaire 49 : ucl49.fermeasites.net

Suivez nous aussi sur les réseaux sociaux facebook et diaspora !

Pour nous contacter : ucl-angers@communisteslibertaires.org

Si vous souhaitez recevoir tous les Anjou Libertaire par mail, demandez le nous.

